

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE FLORIMONT-GAUMIER

COMMUNE DE FLORIMONT-GAUMIER

SEANCE DU 09/11/2012

Sous-Préfecture de SARLAT (Dordogne)
REÇU LE

03 DEC. 2012

(Loi n° 82 213 du 02.03.1982)

En exercice : 12
Présent : 10
Absent : 01
Objet :
Approbation de la révision de la carte communale

CETTE DELIBERATION REMPLACE CELLE DU 21/09/2012

L'an deux mille douze et le neuf novembre à 21 heures 00, le Conseil Municipal de cette Commune, dûment convoqués, s'est réuni en session ordinaire au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. MICHEL TREMOULET

Présents : Mrs TREMOULET. PERRY. LAVAL. MANIERE JM . BUFFARD
Mmes. MAROUSSIE . DUMONTEUIL. MANIERE S. DOUMERC; MAMET

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L124-1 et suivants et R.124-1 et suivants et L.211-1

Vu la délibération du conseil municipal en date du 21/09/2012 donnant son avis sur l'opportunité de réviser la carte communale sur le territoire de la commune;

Vu les documents transmis par M. le Préfet;

Vu l'arrêté du maire en date du 02/05/2011 de mise à l'enquête publique du projet de carte communale

Vu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Vu l'avis des PPA ;

Vu l'avis de la CDCEA.

Après avoir entendu l'exposé du Maire

Considérant les observations faites au cours de l'enquête publique, les conclusions du commissaire enquêteur et l'avis de la CDCEA.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Décide d'approuver la révision de la carte communale en ne tenant pas compte des avis défavorables de la CDCEA concernant les parcelles 182 et 217 section AL

Les parcelles concernées sont en prairies permanentes de peu de valeur agronomique et difficilement exploitables au niveau agricole(pentes et devers)

Lors de la révision de la carte communale, le conseil municipal de Florimont-Gaumier a souhaité renforcer le Bourg de Florimont en rendant constructible des terrains ayant changé de cultures depuis l'élaboration de la carte. A cette occasion, il est apparu que les deux parcelles AL 217 et AL 182 en partie en zone constructible étaient trop exiguës pour porter un projet ; le conseil a souhaité prévoir une légère extension pour ces deux parcelles.

La présente délibération sera soumise au Préfet afin qu'il approuve par arrêté la carte communale suivant l'article L.124-2 du code de l'urbanisme.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois;

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département, dès réception de l'arrêté de Monsieur le Préfet approuvant la carte communale.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus
Pour extrait conforme à Florimont-Gaumier,
Le 09/11/2012
Le Maire



Certifié exécutoire
Publié et Notifié
Le
Le Maire



PRÉFET DE LA DORDOGNE

Sous-préfecture de Sarlat

Arrêté n° 12- 176
portant approbation de la révision de la carte communale applicable
sur la commune de FLORIMONT-GAUMIER

Le Préfet de la Dordogne
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L 124-1, L 124-2, R 124-4 à R 124-8,

Vu la carte communale approuvée le 17 octobre 2006,

Vu la demande en date du 28 janvier 2011 de la commune de Florimont - Gaumier de réviser sa carte communale,

Vu la désignation de M. Jean BOSSI, commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de BORDEAUX,

Vu l'arrêté du maire de la commune de Florimont - Gaumier en date du 2 mai 2011 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 23 mai 2011 au 24 juin 2011 inclus,

Vu l'arrêté préfectoral n° 12-0433 en date du 12 avril 2012 portant délégation de signature à Mme Dominique CHRISTIAN, sous-préfète de Sarlat,

Vu le rapport du commissaire enquêteur,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 9 novembre 2012 approuvant la révision de la carte communale,

Vu l'avis des services consultés,

Vu l'avis en date du 5 septembre 2012 de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles (CDCEA)

Sur proposition de madame la Sous-Préfète de SARLAT

A R R E T E

Article 1^{er} : Le dossier de la carte communale révisée de Florimont-Gaumier, annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R 124-1 à R 124-3 du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- rapport de présentation
- un document graphique (2 plans de zonage)

Article 3 : Le dossier de révision de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- à la mairie de Florimont-Gaumier
- au service territorial du Périgord Noir (Sarlat)

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au maire de Florimont-Gaumier

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil municipal approuvant la révision de la carte communale seront affichés en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

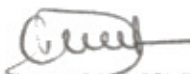
Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus. la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 8 : Madame la Sous-Préfète de Sarlat, le maire de la commune de Florimont-Gaumier, le directeur départemental des territoires de la Dordogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Sarlat, le 13 décembre 2012

Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète de Sarlat



Dominique CHRISTIAN

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé Monsieur le Préfet de la Dordogne - 2, rue Paul louis Courier-24016 PERIGUEUX Cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur -Place Beauvau - 75800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif - 9, rue Tastet - BP 947 - 33063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre de 15 euros)

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.